



Information
financière
au 31 mars 2012



Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital social de 1 344 208 475 euros
Siège social : 189-193, boulevard Malesherbes
75017 Paris
479 973 513 R.C.S. Paris

Information financière au titre de la période close le 31 mars 2012

I. Rapport d'activité	page 2
II. Etats financiers consolidés intermédiaires résumés (<i>non audités</i>).....	page 19

I. Rapport d'activité

1. | EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE

Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Les actions de la société Rexel sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

Le rapport d'activité est présenté en euros et toutes les valeurs sont arrondies au million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans le rapport d'activité sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner, en raison des arrondis.

1.1 | Situation financière du Groupe

1.1.1 | Présentation générale du Groupe

Le Groupe est l'un des premiers réseaux mondiaux de distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles en chiffre d'affaires et nombre d'agences. Il organise son activité principalement autour des quatre zones géographiques dans lesquelles il opère : l'Europe, l'Amérique du Nord, la zone Asie-Pacifique et l'Amérique Latine. Cette dernière est désormais présentée séparément. La rubrique « Autres activités » inclut principalement les frais de siège non alloués. Certaines activités pilotées au niveau du Groupe et précédemment présentées dans cette rubrique sont maintenant présentées dans le segment Europe. Cette répartition par zone géographique a été déterminée sur la base de la structure du *reporting* financier du Groupe.

Au premier trimestre 2012, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 3 227,0 millions d'euros, dont 1 844,2 millions d'euros en Europe (soit 57 % du chiffre d'affaires), 988,4 millions d'euros en Amérique du Nord (soit 31 % du chiffre d'affaires), 321,5 millions d'euros dans la zone Asie-Pacifique (soit 10 % du chiffre d'affaires) et 72,9 millions d'euros en Amérique Latine (soit 2 % du chiffre d'affaires).

L'Europe (57% du chiffre d'affaires du Groupe) comprend la France (qui représente 34 % du chiffre d'affaires du Groupe dans cette zone), l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Autriche, la Suisse, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, la Suède, la Finlande, la Norvège, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, ainsi que plusieurs autres pays d'Europe Centrale et du Nord (la Slovénie, la Slovaquie, la République Tchèque, la Pologne, la Russie et les Pays Baltes).

L'Amérique du Nord (31% du chiffre d'affaires du Groupe) comprend les Etats-Unis et le Canada. Les Etats-Unis représentent 68 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et le Canada 32 %.

La zone Asie-Pacifique (10% du chiffre d'affaires du Groupe) comprend l'Australie, la Nouvelle Zélande, la Chine et l'Inde, ainsi que certains pays de l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Singapour et Thaïlande). L'Australie représente 60 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et la Nouvelle-Zélande 10 %.

L'Amérique Latine (2% du chiffre d'affaires du Groupe) comprend le Brésil, le Chili et le Pérou. Le Brésil représente 57% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone.

Dans la présente analyse, le Groupe commente son chiffre d'affaires, sa marge brute, ses frais administratifs et commerciaux et son résultat opérationnel avant amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'affectation du prix des acquisitions et avant autres produits et autres charges (EBITA) séparément pour chacune de ces quatre zones géographiques ainsi que pour le segment « Autres activités ».

1.1.2 | Saisonnalité

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie avec, en règle générale, un premier et un troisième trimestre plus faibles en raison d'une augmentation du besoin en fonds de roulement, et un deuxième et un quatrième trimestre plus forts.

1.1.3 | Effets liés aux variations du prix du cuivre

Du fait de son activité de vente de câbles, le Groupe est exposé indirectement aux variations du prix du cuivre. En effet, les câbles constituent environ 17 % du chiffre d'affaires du Groupe et le cuivre représente environ 60 % de leur composition. Cette exposition est indirecte dans la mesure où les prix des câbles sont également dépendants des politiques commerciales des fournisseurs et de l'environnement concurrentiel sur les marchés du Groupe. Les variations du prix du cuivre ont un effet estimé dit « récurrent » et un effet estimé dit « non récurrent » sur la performance du Groupe, appréciés dans le cadre des procédures de *reporting* interne mensuel du Groupe Rexel :

- l'effet récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet prix lié au changement de valeur de la part de cuivre incluse dans le prix de vente des câbles d'une période à une autre. Cet effet concerne essentiellement le chiffre d'affaires ;
- l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet de la variation du coût du cuivre sur le prix de vente des câbles entre le moment où ceux-ci sont achetés et celui où ils sont vendus, jusqu'à complète reconstitution des stocks (effet direct sur la marge brute). En pratique, l'effet non récurrent sur la marge brute est déterminé par comparaison entre le prix d'achat historique et le tarif fournisseur en vigueur à la date de la vente des câbles par le Groupe Rexel. Par ailleurs, l'effet non récurrent sur l'EBITA correspond à l'effet non récurrent sur la marge brute diminué, le cas échéant, de la part non récurrente de la variation des charges administratives et commerciales (essentiellement la part variable de la rémunération des forces de vente qui absorbe environ 10 % de la variation de la marge brute).

Ces deux effets sont évalués, dans la mesure du possible, sur l'ensemble des ventes de câbles de la période, une majorité du chiffre d'affaires étant ainsi couverte. Les procédures internes du Groupe Rexel prévoient par ailleurs que les entités qui ne disposent pas des systèmes d'information leur permettant d'effectuer ces calculs sur une base exhaustive doivent estimer ces effets sur la base d'un échantillon représentant au moins 70 % des ventes de la période, les résultats étant ensuite extrapolés à l'ensemble des ventes de câbles de la période. Compte tenu du chiffre d'affaires couvert, le Groupe Rexel considère que les effets ainsi mesurés constituent une estimation raisonnable.

1.1.4 | Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe

Le Groupe réalise des acquisitions et procède à des cessions, lesquelles peuvent modifier le périmètre de son activité d'une période à l'autre. Les taux de change peuvent connaître des fluctuations importantes. Le nombre de jours ouvrés au cours de chaque période a également une incidence sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Enfin, le Groupe est exposé aux variations du prix du cuivre. Pour ces raisons, les résultats opérationnels consolidés du Groupe tels que publiés sur plusieurs périodes pourraient ne pas permettre une comparaison pertinente. Par conséquent, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe faite ci-après, des informations financières retraitées des ajustements suivants sont également présentées.

Retraitement de l'effet des acquisitions et des cessions

Le Groupe retraite l'effet des acquisitions et cessions sur son périmètre de consolidation. Dans ses comptes consolidés, le Groupe inclut généralement les résultats d'une entité acquise dès la date de son acquisition et exclut les résultats d'une entité cédée dès la date de sa cession. Afin de neutraliser l'effet des acquisitions et des cessions sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les résultats de l'exercice en cours aux résultats de la même période de l'année précédente, en prenant pour hypothèse que l'exercice précédent aurait porté sur le même périmètre de consolidation pour les mêmes périodes que l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet de la fluctuation des taux de change

Les fluctuations de taux de change contre l'euro ont un impact sur la valeur en euros du chiffre d'affaires, des charges et des autres postes du bilan et du compte de résultat. Le Groupe n'est en revanche que faiblement exposé au risque lié à l'utilisation de plusieurs devises puisque ses transactions transnationales sont limitées. Afin de neutraliser l'effet de la conversion en euros sur

l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les données publiées pour l'exercice en cours à celles de la même période de l'exercice précédent en utilisant pour ces données les mêmes taux de change que ceux de l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre

Pour l'analyse de la performance financière en données comparables ajustées, l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre, tel qu'exposé au 1.1.3 ci-dessus, est éliminée dans les données présentées au titre de l'exercice en cours et dans celles présentées au titre de l'exercice précédent. Les données ainsi retraitées sont qualifiées d'« ajustées » dans le reste de ce document.

Retraitement de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés sur le chiffre d'affaires

La comparaison du chiffre d'affaires consolidé du Groupe d'un exercice sur l'autre est affectée par le nombre de jours ouvrés qui varie selon les périodes. Dans l'analyse de son chiffre d'affaires consolidé, le Groupe indique généralement le chiffre d'affaires retraité de cet effet en comparant les chiffres publiés au titre de l'exercice en cours aux chiffres de la même période de l'exercice précédent ajustés proportionnellement au nombre de jours ouvrés de l'exercice en cours. Cette analyse sur la base du nombre de jours ouvrés n'est pas jugée pertinente pour les autres postes du compte de résultat consolidé du Groupe.

En conséquence, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe ci-après, les informations suivantes peuvent être indiquées à titre de comparaison :

- en données comparables, qui signifie retraitées de l'effet des acquisitions et cessions et de l'effet de la fluctuation des taux de change. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires et les effectifs ;
- en données comparables et à nombre de jours constant, qui signifie en données comparables (comme décrit plus haut) et retraitées de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés. Ces informations sont utilisées exclusivement pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ; et
- en données comparables ajustées, qui signifie en données comparables (comme décrit plus haut) et retraitées de l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur la marge brute, les frais administratifs et commerciaux et l'EBITA. Ces informations ne sont pas issues des systèmes comptables mais constituent une estimation des données comparables préparées selon les principes décrits ci-dessus.

La performance du groupe est analysée notamment à travers l'EBITA. L'EBITA n'est pas un agrégat comptable normé répondant à une définition unique et généralement acceptée. Le tableau ci-dessous présente la réconciliation de l'EBITA Ajusté en données comparables avec le résultat opérationnel avant autres produits et autres charges.

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 31 mars	
	2012	2011
Résultat opérationnel avant autres produits et autres charges	179,7	155,0
Effets de périmètre		0,8
Effets de change		3,4
Effet non récurrent lié au cuivre	(6,1)	(13,3)
Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions	2,6	4,7
EBITA Ajusté en données comparables	176,1	150,6

1.2 | Comparaison des résultats aux 31 mars 2012 et 2011

1.2.1 | Résultats consolidés du Groupe Rexel

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat consolidé de Rexel pour les premiers trimestres 2012 et 2011, en millions d'euros et en pourcentage du chiffre d'affaires.

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES	Trimestre clos le 31 mars			
	(en millions d'euros)	2012	2011	Variation en %
Chiffre d'affaires		3 227,0	3 004,9	7,4%
Marge brute		809,5	761,3	6,3%
Frais administratifs et commerciaux ⁽¹⁾		(627,2)	(601,6)	4,3%
EBITA		182,3	159,7	14,2%
Amortissement des actifs incorporels ⁽²⁾		(2,6)	(4,7)	(44,7)%
Résultat opérationnel avant autres produits et charges		179,7	155,0	15,9%
Autres produits et charges		(5,2)	(3,9)	34,1%
Résultat opérationnel		174,5	151,1	15,5%
Frais financiers		(47,0)	(41,6)	13,1%
Quote part de résultat dans les entreprises associées		(0,3)	(0,9)	(61,6)%
Impôt sur le résultat		(37,3)	(22,1)	68,6%
Résultat net		89,9	86,5	4,0%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	2,8%	2,9%	
⁽¹⁾ Dont amortissements		(17,4)	(18,4)	(5,2)%
⁽²⁾ Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions.				

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES	Trimestre clos le 31 mars			
	(en millions d'euros)	2012	2011	Variation en %
Chiffre d'affaires		3 227,0	3 094,6	4,3%
	<i>Variation à nombre de jours constant</i>			1,7%
Marge brute		803,2	763,3	5,2%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	24,9%	24,7%	
Frais administratifs et commerciaux		(627,1)	(612,7)	2,3%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(19,4)%	(19,8)%	
EBITA		176,1	150,6	17,0%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	5,5%	4,9%	

Chiffre d'affaires

Au premier trimestre 2012, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel a progressé de 7,4% pour s'établir à 3 227,0 millions d'euros.

L'effet des acquisitions nettes des cessions est de 17,9 millions d'euros. Il provient :

- des acquisitions pour 46,4 millions d'euros, relatives aux sociétés Zhongheng en Chine, AD Electronics en Inde, Eurodis en France, Wilts Electrical Wholesale au Royaume-Uni, Liteco au Canada, V&F Tecnologia au Pérou et Delamano au Brésil ; et
- des cessions pour 28,5 millions d'euros, concernant les actifs non stratégiques ACE (Agencies/Consumer Electronics), cédés en 2011.

L'effet des variations de taux de change a représenté un montant positif de 71,8 millions d'euros, principalement lié au renforcement du dollar américain et australien par rapport à l'euro. En données comparables et à nombre de jours constant, la croissance s'établit à 1,7% : en Europe pour 0,5%, en Amérique du Nord pour 4,9%, en Asie-Pacifique pour -1,5% et en Amérique Latine pour 8,4%.

En excluant l'effet négatif de 1,1 point de pourcentage dû à la baisse des prix des câbles à base de cuivre par rapport au premier trimestre 2011, le chiffre d'affaires croît de 2,8%.

En données comparables, la croissance s'établit à 4,3%, l'effet calendrier représentant 2,6 points de pourcentage.

	T1
Croissance en données comparables et à nombre de jours constant	1,7%
Effet du nombre de jours	2,6%
Croissance en données comparables et à nombre de jours réel (a)	4,3%
Effets de périmètre	0,6%
Effets de change	2,4%
<i>Total des effets périmètre et change</i> (b)	3,0%
Croissance réelle (a) x (b) ⁽¹⁾	7,4%

⁽¹⁾ Croissance organique composée avec les effets de périmètre et de change

Marge brute

Au premier trimestre 2012, la marge brute s'est établie à 809,5 millions d'euros, soit une hausse de 6,3% par rapport à 2011, en données publiées. En données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 5,2% et le taux de marge brute a augmenté de 20 points de base à 24,9% du chiffre d'affaires, principalement grâce à l'optimisation des grilles de prix de vente et des conditions d'achats plus favorables.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier trimestre 2012, en données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux progressent de 2,3%, à comparer à une hausse de 4,3% du chiffre d'affaires. Les charges de personnel ont progressé de 3,3% et les autres charges externes de 3,7%, en raison de coûts de transport plus élevés ; tandis que les charges de loyer et de maintenance ont diminué de 2,8%, en raison de l'effet des 82 fermetures d'agences, principalement au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et en Nouvelle-Zélande. Au 31 mars 2012, les effectifs s'élèvent à 28 704 personnes (en équivalent temps plein), en diminution de 0,4% par rapport au 31 mars 2011.

EBITA

Au premier trimestre 2012, l'EBITA s'est élevé à 182,3 millions d'euros, en augmentation de 14,2% par rapport au premier trimestre 2011, en données publiées. En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 17,0% et la marge d'EBITA s'est améliorée de 60 points de base, passant à 5,5%. Cette amélioration provient de la progression du chiffre d'affaires et de la marge brute associée à un contrôle des frais administratifs et commerciaux.

Autres produits et autres charges

Au premier trimestre 2012, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 5,2 millions d'euros, concernant principalement 3,8 millions d'euros de coûts de restructuration (2,8 millions d'euros au premier trimestre 2011) et 1,0 million d'euros de coûts encourus au titre des projets d'acquisitions (1,4 million d'euros au premier trimestre 2011).

Résultat financier

Au premier trimestre 2012, les charges financières nettes se sont établies à 47,0 millions d'euros contre 41,6 millions d'euros au premier trimestre 2011. Le taux d'intérêt effectif est passé de 6,7% au premier trimestre 2011 à 7,9% au premier trimestre 2012. Cette augmentation provient du refinancement des lignes de crédit par l'emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis en mai 2011, à un taux d'intérêt nominal supérieur.

Quote-part de résultat des entreprises associées

Au premier trimestre 2012, la quote-part de résultat des entreprises associées s'est traduite par une perte de 0,3 million d'euros, relatif à la société DPI (distributeur de produits électroniques grand public aux Etats-Unis), comparée à une perte de 0,8 million d'euros au premier trimestre 2011.

Impôt

Le taux effectif d'impôt est de 29,2 % au premier trimestre 2012 contre 20,2 % au premier trimestre 2011. Au premier trimestre 2011, le taux effectif d'impôt bénéficiait de l'effet de la reconnaissance au Royaume-Uni de pertes fiscales antérieures.

Résultat net

Le résultat net s'est élevé à 89,9 millions d'euros au premier trimestre 2012 contre 86,5 millions d'euros au premier trimestre 2011, soit une progression de 4,0%. Cette croissance, plus faible que la croissance du résultat opérationnel de 15,5%, provient de la hausse de la charge d'impôt.

1.2.2 | Europe (57% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES <i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 31 mars		
	2012	2011	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 844,2	1 786,9	3,2%
Marge brute	511,3	491,7	4,0%
Frais administratifs et commerciaux	(374,0)	(366,0)	2,2%
EBITA	137,3	125,8	9,1%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	7,4%	7,0%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES <i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 31 mars		
	2012	2011	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 844,2	1 810,1	1,9%
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			0,5%
Marge brute	505,6	487,8	3,6%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	27,4%	27,0%	
Frais administratifs et commerciaux	(373,8)	(370,9)	0,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(20,3)%	(20,5)%	
EBITA	131,7	117,0	12,6%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	7,1%	6,5%	

Au premier trimestre 2012, le chiffre d'affaires en Europe a progressé de 3,2% par rapport au premier trimestre 2011 et s'est ainsi établi à 1 844,2 millions d'euros, en données publiées. Les acquisitions nettes des cessions ont représenté 10,4 millions d'euros, et concernent Eurodis en France et Wilts Electrical Wholesale au Royaume-Uni. L'effet favorable de la variation des taux de change s'est élevé à 12,7 millions d'euros, essentiellement lié à l'appréciation du franc suisse et de la livre sterling par rapport à l'euro. En données comparables et à nombre de jours constant, le

chiffre d'affaires a progressé de 0,5% par rapport au premier trimestre 2011. Cette croissance reflète une situation contrastée entre les pays d'Europe du Sud, qui font face à un environnement macro-économique difficile et les autres pays européens qui enregistrent une croissance de 2,0%.

En France, le chiffre d'affaires s'est établi à 631,7 millions d'euros au premier trimestre 2012, en progression de 0,1 % par rapport au premier trimestre 2011, en données comparables et à nombre de jours constant, reflétant un ralentissement relatif comparé au trimestre précédent. Le Groupe estime avoir gagné des parts de marché.

Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires s'est établi à 262,3 millions d'euros au premier trimestre 2012, en progression de 2,5% par rapport au premier trimestre 2011, en données comparables et à nombre de jours constant. Cette progression inclut un effet défavorable des fermetures d'agences (454 agences au 31 mars 2011 contre 442 agences au 31 mars 2012) et une forte progression des ventes de produits photovoltaïques. En excluant ces deux effets, la croissance s'établit à 0,9% par rapport au premier trimestre 2011, en données comparables et à nombre de jours constant.

En Allemagne, le chiffre d'affaires s'est établi à 214,0 millions d'euros au premier trimestre 2012, en augmentation de 4,3% par rapport au premier trimestre 2011, en données comparables et à nombre de jours constant, soutenu par de fortes ventes de produits photovoltaïques. Retraitées de l'activité photovoltaïque, les ventes progressent de 0,9% par rapport au premier trimestre 2011, en données comparables et à nombre de jours constant.

En Scandinavie, le chiffre d'affaires s'est établi à 229,3 millions d'euros au premier trimestre 2012, soit une hausse de 6,0% par rapport au premier trimestre 2011, en données comparables et à nombre de jours constant. Cette croissance a été tirée par les ventes aux services publics. La Finlande a enregistré une progression de 4,4%, tandis que la Suède et la Norvège ont progressé respectivement de 6,1% et 7,1%.

Au Benelux, le chiffre d'affaires s'est élevé à 159,9 millions d'euros au premier trimestre 2012. En Belgique, le chiffre d'affaires a progressé de 19,6%, tiré par les ventes de produits photovoltaïques (+2,5% retraités des ventes de produits photovoltaïques), tandis que les Pays-Bas enregistrent une baisse de 6,2% par rapport au premier trimestre 2011, en données comparables et à nombre de jours constant, du fait d'un environnement économique difficile et de réorganisations en cours.

En Europe du Sud, le chiffre d'affaires s'est élevé à 89,2 millions d'euros au premier trimestre 2012 (5% du chiffre d'affaires de la zone Europe), soit une baisse de 22,6% par rapport au premier trimestre 2011, en données comparables et à nombre de jours constant. Cette diminution est principalement liée à l'environnement macro-économique en Espagne et en Italie, qui ont enregistré une diminution du chiffre d'affaires, respectivement de 28,6% et l'Italie de 20,3%

Au premier trimestre 2012, la marge brute s'est établie à 511,3 millions d'euros, en augmentation de 4,0 % par rapport au premier trimestre 2011, en données publiées. En données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 3,6% et le taux de marge brute s'est établi à 27,4%, une amélioration de 40 points de base par rapport au premier trimestre 2011, liée principalement à l'optimisation des conditions d'achats.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont légèrement augmenté de 0,8% au premier trimestre 2012, à comparer à la hausse de 1,9% du chiffre d'affaires. Les charges de personnel ont diminué de 0,7% par rapport au premier trimestre 2011. Au 31 mars 2012, les effectifs s'élevaient à 16 748 personnes, une diminution de 1,3% par rapport au 31 mars 2011. Les charges de loyer et de maintenance des locaux ont baissé de 3,2% par rapport au premier trimestre 2011 en raison de la rationalisation du réseau d'agences (27 fermetures d'agences). Les autres dépenses externes ont augmenté de 4,7% par rapport au premier trimestre 2011, suite à des coûts de transport plus élevés.

Au premier trimestre 2012, l'EBITA s'est établi à 137,3 millions d'euros, une augmentation de 9,1 % par rapport au premier trimestre 2011, en données publiées. En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 12,6% soit une amélioration de 60 points de base du taux d'EBITA, à 7,1% du chiffre d'affaires.

1.2.3 / Amérique du Nord (31% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES	Trimestre clos le 31 mars			
	(en millions d'euros)	2012	2011	Variation en %
Chiffre d'affaires		988,4	854,3	15,7%
Marge brute		210,6	182,3	15,5%
Frais administratifs et commerciaux		(167,7)	(155,2)	8,0%
EBITA		42,9	27,1	58,2%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	4,3%	3,2%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES	Trimestre clos le 31 mars			
	(en millions d'euros)	2012	2011	Variation en %
Chiffre d'affaires		988,4	897,7	10,1%
	<i>Variation à nombre de jours constant</i>			4,9%
Marge brute		210,3	189,1	11,2%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	21,3%	21,1%	
Frais administratifs et commerciaux		(167,7)	(163,1)	2,8%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(17,0)%	(18,2)%	
EBITA		42,6	26,0	63,9%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	4,3%	2,9%	

Au premier trimestre 2012, le chiffre d'affaires de la zone Amérique du Nord s'est établi à 988,4 millions d'euros, en progression de 15,7% par rapport au premier trimestre 2011, en données publiées. L'acquisition de Liteco au Canada a représenté une augmentation du chiffre d'affaires de 10,9 millions d'euros. L'effet favorable de l'évolution du taux de change entre l'euro et le dollar US et canadien a représenté un montant de 32,5 millions d'euros. En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a progressé de 4,9% au premier trimestre 2012 par rapport au premier trimestre 2011.

Aux Etats-Unis, le chiffre d'affaires s'est établi à 670,3 millions d'euros au premier trimestre 2012, en progression de 5,0% par rapport au premier trimestre 2011, en données comparables et à nombre de jours constant. Cette croissance est tirée par le marché industriel, notamment dans les secteurs de l'énergie et de l'éclairage.

Au Canada, le chiffre d'affaires s'est établi à 318,1 millions d'euros au premier trimestre 2012, en progression de 4,6% par rapport au premier trimestre 2011, en données comparables et à nombre de jours constant. L'activité a été forte sur le marché industriel, en particulier dans l'industrie minière, le pétrole et le gaz. Le Groupe estime avoir réalisé une performance supérieure au marché.

Au premier trimestre 2012, la marge brute a atteint 210,6 millions d'euros, soit une progression de 15,5 % par rapport au premier trimestre 2011, en données publiées. En données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 11,2% et le taux de marge brute a progressé de 20 points de base par rapport au premier trimestre 2011, à 21,3% du chiffre d'affaires. Cette augmentation est liée à une optimisation des grilles de prix de vente.

Bien que le chiffre d'affaires progresse de 10,1%, en données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux n'augmentent que de 2,8% au premier trimestre 2012. Les frais de personnel sont en augmentation de 8,0 % par rapport au premier trimestre 2011, du fait d'une augmentation du nombre de jours ouvrés au premier trimestre 2012. Les effectifs, en ligne avec ceux du 31 mars 2011, s'établissent à 7 367 personnes au 31 mars 2012. Les charges de loyer diminuent de 4,9% au premier trimestre 2012 par rapport au premier trimestre 2011, bénéficiant de la rationalisation du réseau d'agences réalisée en 2011 (32 fermetures d'agences).

Au premier trimestre 2012, l'EBITA s'est ainsi établi à 42,9 millions d'euros, en augmentation de 58,2% par rapport au premier trimestre 2011, en données publiées. En données comparables

ajustées, l'EBITA a progressé de 63,9% par rapport au premier trimestre 2011 et le taux d'EBITA a progressé de 140 points de base et s'établit à 4,3% du chiffre d'affaires.

1.2.4 | Asie-Pacifique (10% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES	Trimestre clos le 31 mars			
	(en millions d'euros)	2012	2011	Variation en %
Chiffre d'affaires		321,5	284,1	13,2%
Marge brute		70,6	64,2	9,9%
Frais administratifs et commerciaux		(56,4)	(48,8)	15,5%
EBITA		14,2	15,4	(8,0)%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	4,4%	5,4%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES	Trimestre clos le 31 mars			
	(en millions d'euros)	2012	2011	Variation en %
Chiffre d'affaires		321,5	320,7	0,3%
	<i>Variation à nombre de jours constant</i>			(1,5)%
Marge brute		70,3	71,6	(1,8)%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	21,9%	22,3%	
Frais administratifs et commerciaux		(56,4)	(55,9)	0,9%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(17,5)%	(17,4)%	
EBITA		13,9	15,8	(11,6)%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	4,3%	4,9%	

Au premier trimestre 2012, le chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique a enregistré une augmentation de 13,2% par rapport au premier trimestre 2011 à 321,5 millions d'euros, en données publiées. La contribution des acquisitions en Chine et en Inde s'élève à 10,3 millions d'euros. Par ailleurs, l'effet de change favorable s'élève à 26,3 millions d'euros, principalement dû à l'appréciation du dollar australien par rapport à l'euro. En données comparables et à nombre de jours constant, cette augmentation s'est établie à 1,5 % au premier trimestre 2012.

En Australie, le chiffre d'affaires s'est établi à 193,4 millions d'euros, soit une diminution de 4,6% par rapport au premier trimestre 2011 en données comparables et à nombre de jours constant, les conditions économiques restant difficiles, sauf dans le secteur minier.

En Nouvelle-Zélande, le chiffre d'affaires s'est établi à 31,9 millions d'euros au premier trimestre 2012, en baisse de 7,8% en données comparables et à nombre de jours constant par rapport au premier trimestre 2011. Les ventes ont été affectées par la fermeture de 14 agences en 2011, par l'environnement macro-économique fragile et par les tremblements de terre successifs de Christchurch, qui retardent les travaux de reconstruction.

En Chine, le chiffre d'affaires s'est établi à 79,7 millions d'euros au premier trimestre 2012, en progression de 14,2% en données comparables et à nombre de jours constant par rapport au premier trimestre 2011, principalement dans le secteur des automatismes industriels et les projets.

Au premier trimestre 2012, la marge brute a augmenté de 9,9% à 70,6 millions d'euros, en données publiées. En données comparables ajustées, la marge brute a diminué de 1,8% par rapport au premier trimestre 2011 et le taux de marge brute s'est établi à 21,9% en diminution de 40 points de base par rapport au premier trimestre 2011, essentiellement lié à une plus grande proportion dans le chiffre d'affaires total des projets à marge brute plus faible.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont progressé de 0,9% par rapport au premier trimestre 2011, à comparer à une hausse du chiffre d'affaires de 0,3%. Les

frais de personnel ont progressé de 0,7%, tandis que les effectifs sont restés stables comparés au 31 mars 2011, pour atteindre 2 915 personnes au 31 mars 2012.

Au premier trimestre 2012, l'EBITA s'est établi à 14,2 millions d'euros, en baisse de 8,0% par rapport au premier trimestre 2011, en données publiées. En données comparables ajustées, il a diminué de 11,6% par rapport au premier trimestre 2011. Le taux d'EBITA a baissé de 60 points de base à 4,3%.

1.2.5 / Amérique Latine (2% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES	Trimestre clos le 31 mars			
	(en millions d'euros)	2012	2011	Variation en %
Chiffre d'affaires		72,9	51,1	42,8%
Marge brute		16,6	11,4	46,4%
Frais administratifs et commerciaux		(15,5)	(9,6)	61,2%
EBITA		1,2	1,8	(34,1)%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	1,6%	3,5%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES	Trimestre clos le 31 mars			
	(en millions d'euros)	2012	2011	Variation en %
Chiffre d'affaires		72,9	66,1	10,3%
	<i>Variation à nombre de jours constant</i>			8,4%
Marge brute		16,6	14,2	17,3%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	22,8%	21,4%	
Frais administratifs et commerciaux		(15,5)	(13,0)	18,9%
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(21,2)%	(19,7)%	
EBITA		1,2	1,2	-
	<i>en % du chiffre d'affaires</i>	1,6%	1,7%	

Au premier trimestre 2012, le chiffre d'affaires de la zone Amérique latine s'est élevé à 72,9 millions d'euros en données publiées, soit une augmentation de 42,8% par rapport au premier trimestre 2011. La contribution des entités péruvienne et brésilienne, acquises au cours de la période, s'élève à 14,8 millions d'euros. En données comparables et à nombre de jours constant, cette augmentation s'est établie à 8,4 % au premier trimestre 2012, dont une augmentation de 5,5% au Brésil (57% du chiffre d'affaires de cette zone), 11,8% au Chili (38% du chiffre d'affaires de cette zone) et 17,9% au Pérou (5% du chiffre d'affaires de cette zone).

Au premier trimestre 2012, la marge brute a augmenté de 46,4% à 16,6 millions d'euros, en données publiées. En données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 17,3% par rapport au premier trimestre 2011 et le taux de marge brute s'est établi à 22,8% en augmentation de 140 points de base par rapport au premier trimestre 2011, du fait de l'optimisation des grilles de prix de vente.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont progressé de 18,9% par rapport au premier trimestre 2011, à comparer à une hausse du chiffre d'affaires de 10,3%. Les frais de personnel ont progressé de 25,4%, principalement du fait de l'inflation et des plans de rémunérations incitatives mis en place lors de l'acquisition des entités brésiliennes. De plus, les effectifs ont augmenté de 8,2% comparé au 31 mars 2011, pour atteindre 1 474 personnes au 31 mars 2012.

Au premier trimestre 2012, l'EBITA s'est établi à 1,2 million d'euros, en baisse de 34,1% par rapport au premier trimestre 2011, en données publiées. En données comparables ajustées, il est resté stable par rapport au premier trimestre 2011. Le taux d'EBITA a diminué de 10 points de base à 1,6%.

1.2.6 | Autres activités

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES	Trimestre clos le 31 mars			
	(en millions d'euros)	2012	2011	Variation en %
Chiffre d'affaires	-	28,5	n.a.	
Marge brute	0,4	11,7	(96,6)%	
Frais administratifs et commerciaux	(13,7)	(22,1)	(37,9)%	
EBITA	(13,3)	(10,4)	28,5%	
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>(36,4)%</i>		

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES	Trimestre clos le 31 mars			
	(en millions d'euros)	2012	2011	Variation en %
Chiffre d'affaires	-	-	-	-
<i>Variation à nombre de jours constant</i>				-
Marge brute	0,4	0,6	(31,6)%	
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		
Frais administratifs et commerciaux	(13,7)	(9,9)	38,3%	
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		
EBITA	(13,3)	(9,3)	42,7%	
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		

Ce segment concerne principalement les frais de siège non alloués. Au premier trimestre 2012, le chiffre d'affaires concernait l'activité ACE pour 28,5 millions d'euros, qui a été cédée en 2011.

En données comparables, l'EBITA a diminué de 4,0 millions d'euros comparé au premier trimestre 2011, du fait de charges plus élevées relatives à des paiements fondés sur des actions en raison de l'augmentation de la performance du Groupe.

1.3 | Perspectives

Les performances de Rexel au 1er trimestre confirment que le Groupe est en bonne voie pour atteindre ses objectifs annuels :

- La croissance organique hors « effet cuivre » de ses ventes en 2012 devrait continuer à dépasser la croissance moyenne pondérée des PNB des pays dans lesquels le Groupe opère,
- La marge EBITA devrait s'élever au moins au niveau de 5,7% atteint en 2011,
- Le flux de trésorerie disponible avant intérêts et impôts devrait atteindre environ 600 millions d'euros.

Rexel confirme ses priorités stratégiques à moyen-terme :

- Développer ses ventes grâce à ses initiatives de croissance organique et à sa politique d'acquisitions afin de renforcer ses positions concurrentielles,
- Améliorer sa rentabilité et optimiser ses capitaux engagés pour atteindre en 2013 une marge EBITA proche de 6,5% et un retour sur capitaux engagés (ROCE) proche de 14%,
- Générer un flux net de trésorerie disponible solide.

2. | TRESORERIE ET CAPITAUX DU GROUPE

2.1 | Flux de trésorerie du Groupe aux 31 mars 2012 et 2011

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 31 mars		Variation en valeur
	2012	2011	
Flux de trésorerie d'exploitation ⁽¹⁾	185,2	163,1	22,1
Intérêts (a)	(42,3)	(33,2)	(9,1)
Impôts (a)	(36,5)	(23,5)	(13,0)
Variation du besoin en fonds de roulement	(105,3)	(201,2)	95,9
Flux nets des activités opérationnelles (b)	1,1	(94,8)	95,9
Flux nets des activités d'investissement	(90,6)	(56,4)	(34,2)
<i>Dont investissements opérationnels</i> ⁽²⁾ (c)	(17,4)	(7,1)	(10,3)
Flux nets des activités de financement	306,4	71,1	235,3
Variation nette de la trésorerie	216,9	(80,1)	297,0
Trésorerie disponible après investissements opérationnels nets (« Free cash flow ») :			
- avant intérêts et impôts (b) – (a) + (c)	62,5	(45,2)	107,7
- après intérêts et impôts (b) + (c)	(16,3)	(101,9)	85,6
Besoin en Fonds de Roulement, en % du chiffre d'affaires⁽³⁾ au:	31 mars 2012	31 mars 2011	
Données publiées	10,4%	11,3%	
Données comparables	10,9%	11,8%	
<small>(1) Avant intérêts, impôts et variation du besoin en fonds de roulement.</small>			
<small>(2) Nettes des cessions.</small>			
<small>(3) Besoin en fonds de roulement, fin de période, divisé par le chiffre d'affaires des 12 derniers mois.</small>			

2.1.1 | Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles

Les flux nets provenant des activités opérationnelles ont représenté une ressource de 1,1 millions d'euros au premier trimestre 2012 contre un besoin de 94,8 millions d'euros au premier trimestre 2011.

Flux de trésorerie d'exploitation

Les flux de trésorerie d'exploitation avant intérêts, impôts et variation du besoin en fonds de roulement, passent de 163,1 millions d'euros au premier trimestre 2011 à 185,2 millions d'euros au cours du premier trimestre 2012. L'augmentation provient essentiellement de l'accroissement de l'EBITA pour 22,5 millions passant de 159,7 millions au premier trimestre 2011 à 182,2 millions au premier trimestre 2012.

Intérêts et impôts

Au cours du premier trimestre 2012, les intérêts versés se sont élevés à 42,3 millions d'euros contre 33,2 millions d'euros au cours du premier trimestre 2011 en raison de l'augmentation de la dette moyenne et du taux d'intérêt effectif à 7,9% contre 6,7% au premier trimestre 2011 en raison du refinancement, en mai 2011, du crédit senior par l'émission obligataire de 500 millions d'euros.

Au cours du premier trimestre 2012, 36,5 millions d'euros ont été payés au titre de l'impôt sur les bénéfices contre 23,5 millions d'euros au cours du premier trimestre 2011, concernant principalement l'amélioration du résultat taxable, du fait de l'activité courante.

Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du besoin en fonds de roulement a représenté un emploi net de 105,3 millions d'euros au cours du premier trimestre 2012, contre un emploi de 201,2 millions d'euros au cours du premier

trimestre 2011. La diminution du besoin en fonds de roulement résulte essentiellement d'une amélioration du recouvrement réduisant de un le nombre de jour de besoin en fond de roulement exprimé en chiffre d'affaires entre le 31 mars 2011 et le 31 mars 2012.

En pourcentage du chiffre d'affaires des 12 derniers mois, le besoin en fonds de roulement s'élève à 10,9 % au 31 mars 2012 en données constantes contre 11,8% au 31 mars 2011.

2.1.2 / Trésorerie nette provenant des activités d'investissement

La trésorerie nette provenant des activités d'investissement comprend les acquisitions et les cessions d'immobilisations ainsi que les investissements financiers. Elle représentait un emploi de 90,6 millions d'euros au cours du premier trimestre 2012 contre 56,4 millions d'euros au cours du premier trimestre 2011.

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 31 mars	
	2012	2011
Acquisitions d'immobilisations opérationnelles	(15,1)	(18,4)
Produits de cession d'immobilisations opérationnelles	0,6	13,0
Variation nette des dettes et créances sur immobilisations	(2,9)	(1,7)
Flux nets des activités d'investissement opérationnel	(17,4)	(7,1)
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(72,5)	(48,3)
Produits de cession d'immobilisations financières	-	-
Dividendes reçus des entreprises associées	2,0	0,3
Flux nets des activités d'investissement financier	(70,5)	(48,0)
Variation nette des placements à long terme	(2,7)	(1,3)
Flux de trésorerie nets des activités d'investissement	(90,6)	(56,4)

Acquisitions et cessions d'immobilisations opérationnelles

Le montant des acquisitions d'immobilisations net des cessions a représenté un emploi de trésorerie de 17,4 millions d'euros au cours du premier trimestre 2012 contre un emploi de 7,1 millions d'euros au cours du premier trimestre 2011.

Au cours du premier trimestre 2012, les dépenses brutes d'investissement se sont élevées à 15,1 millions d'euros, soit 0,5 % du chiffre d'affaires de la période, dont 5,1 millions d'euros étaient consacrés aux systèmes d'information, 5,2 millions d'euros liés à l'acquisition de locaux commerciaux et à la rénovation d'agences existantes, 3,4 millions d'euros à la logistique et 1,4 millions d'euros à d'autres investissements. La variation des dettes et créances correspondantes s'est élevée à 2,9 millions d'euros, augmentant d'autant les investissements nets de la période.

Au cours du premier trimestre 2011, les dépenses brutes d'investissement ont représenté 18,4 millions d'euros, soit 0,6 % du chiffre d'affaires de la période, dont 6,4 millions d'euros étaient consacrés aux systèmes d'information, 6,9 millions d'euros à la rénovation des agences existantes et à l'ouverture de nouvelles agences, 4,0 millions d'euros à la logistique et 1,1 million d'euros à d'autres investissements. Au cours du premier trimestre 2011, les cessions d'immobilisations se sont élevées à 13,0 millions d'euros, elles correspondent principalement à la cession d'une activité non stratégique en Australie. La variation des dettes et créances correspondantes s'est élevée à 1,7 million d'euros, majorant d'autant les investissements nets de la période.

Investissements financiers

Les investissements financiers ont représenté un emploi net de 70,5 millions d'euros au cours du premier trimestre 2012 contre 48,0 millions d'euros au cours du premier trimestre 2011.

Au cours du premier trimestre 2012, les sorties de trésorerie au titre des acquisitions d'actifs financiers concernent les prix d'acquisitions nets de la trésorerie acquise des opérations de

croissance externe de l'exercice. L'effet de ces acquisitions sur la trésorerie de l'exercice représente un emploi de 72,5 millions d'euros. Ces acquisitions concernent principalement les sociétés Etil au Brésil, Liteco au Canada et Wilts au Royaume-Uni.

Au cours du premier trimestre 2011, les sorties de trésorerie au titre des acquisitions d'actifs financiers concernaient les prix d'acquisitions nette de la trésorerie acquise des opérations de croissance externe de l'exercice. L'impact de ces acquisitions sur la trésorerie du premier trimestre était un emploi de 48,3 millions d'euros. Ces acquisitions concernaient les sociétés Nortel Suprimentos Industriais, Yantra Automation Private Ltd et la société Wuhan Rockcenter Automation. Par ailleurs, la consolidation au premier janvier 2011 de la société Grossauer Elektro Handels s'était traduite par une ressource de 8,7 millions d'euros liée à la reprise de la trésorerie existante de cette société au 1er janvier 2011.

2.1.3 | Trésorerie nette provenant des activités de financement

La trésorerie nette provenant des activités de financement comprend les variations de la dette financière.

Au cours du premier trimestre 2012, les activités de financement se sont traduites par des besoins complémentaires nets pour un montant de 306,4 millions d'euros. Les flux de trésorerie comprennent principalement :

- la diminution pour 135,1 millions d'euros des cessions de créances commerciales au titre des programmes de titrisation ;
- l'émission obligataire de mars 2012 pour un montant net des coûts de transaction de 291,4 millions d'euros ;
- l'augmentation des lignes de crédit pour 148,3 millions d'euros principalement constituées par l'émission de billets de trésorerie (en augmentation de 37,0 millions d'euros) ;
- de cessions nettes d'actions propres pour 2,6 millions d'euros.

Au cours du premier trimestre 2011, les activités de financement se sont traduites par des ressources complémentaires nettes pour un montant de 71,1 millions d'euros. Les sorties comprenaient :

- la diminution des programmes de cession de créances commerciales pour 85,5 millions d'euros ;
- la diminution du Contrat de crédit senior pour 19,3 millions d'euros.

Tandis que les ressources se composaient de:

- des autres variations des lignes de crédit pour 165,9 millions d'euros principalement constitué par l'émission de billet de trésorerie ;
- la conclusion de nouvelles opérations de crédit-bail pour 6,0 millions d'euros ;
- d'une augmentation de capital de 2,7 millions d'euros ;
- des cessions nettes d'actions propres pour 1,2 million d'euros.

2.2 | Sources de financement du Groupe

Au-delà de la trésorerie provenant de son activité et de ses capitaux propres, le Groupe se finance principalement au moyen d'emprunts obligataires, de cessions de créances commerciales et de lignes de crédit multilatérales. Au 31 mars 2012, l'endettement net consolidé de Rexel s'établissait à 2 170,8 millions d'euros et s'analysait comme suit :

(en millions d'euros)	31 mars 2012			31 décembre 2011		
	Non			Non		
	Courant	courant	Total	Courant	courant	Total
Obligations Senior	-	1 484,7	1 484,7	-	1 181,4	1 181,4
Ligne de Crédit	-	30,6	30,6	-	30,6	30,6
Titrisation	105,1	834,5	939,6	105,9	973,5	1 079,4
Emprunt auprès des établissements de crédit	43,7	16,3	60,0	39,7	8,1	47,8
Billets de trésorerie	141,8	-	141,8	104,8	-	104,8
Concours bancaires et autres emprunts	168,0	-	168,0	86,0	-	86,0
Location financement	6,9	21,9	28,8	6,8	22,9	29,7
Intérêts courus ⁽¹⁾	26,2	-	26,2	10,0	-	10,0
Moins coûts de transaction	(20,8)	(36,3)	(57,1)	(19,8)	(33,9)	(53,7)
Total des dettes financières et intérêts courus	470,8	2 351,7	2 822,6	333,4	2 182,6	2 516,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(623,8)			(413,7)
Dérivés de couverture de juste valeur			(27,9)			(24,1)
Endettement financier net			2 170,8			2 078,2

⁽¹⁾ dont intérêts courus sur les Obligations Senior pour un montant de 25,7 millions d'euros au 31 mars 2012 (3,5 millions d'euros au 31 décembre 2011)

Le 28 mars 2012, Rexel a émis des Obligations Senior non assorties de sûretés d'un montant nominal de 400 millions de dollars américains (299,9 millions d'euros). Elles portent intérêt au taux annuel de 6,125% et sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg. Les intérêts sont payables semestriellement le 15 juin et le 15 décembre, à compter du 15 décembre 2012. Ces obligations sont remboursables le 17 décembre 2019 (voir la note 10.1.1 des Etats financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 mars 2012).

Au 31 mars 2012, la liquidité du Groupe s'élevait à 1 585,7 millions d'euros (1 495,5 millions d'euros au 31 décembre 2011).

En millions d'euros

Trésorerie et équivalents de trésorerie	623,8
Découverts bancaires	(165,5)
Billets de trésorerie	(141,8)
Contrat de crédit senior non tiré	1 269,4
Autres	(0,2)
Liquidité	1 585,7

La conformité du ratio d'endettement (Endettement net consolidé ajusté / EBITDA consolidé ajusté sur les 12 derniers mois) avec les engagements contractuels, est vérifiée tous les 6 mois. Les limites sont indiquées ci-dessous :

Date	30/06/2012	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2013	30/06/2014
Limite	3.75x	3.50x	3.50x	3.50x	3.50x

Le ratio d'endettement, calculé selon les termes du contrat sénior, s'élève à 2,48x à fin mars 2012 (contre 2,40x à fin décembre 2011), et demeure en deçà de la prochaine limite de 3,75x à fin juin 2012.

<i>(en millions d'euros)</i>	31 mars 2012
Dettes nettes, calculées à taux de clôture	2 170,8
Dettes nettes, calculées à taux moyen (A)	2 135,7
EBITDA ⁽¹⁾ sur les 12 derniers mois (B)	861,7
Ratio d'endettement (A)/(B)	2,48

⁽¹⁾ calculé selon les termes du contrat de crédit sénior

II. Etats financiers consolidés intermédiaires résumés *(non audités)*

SOMMAIRE

Compte de résultat consolidé (<i>non audité</i>).....	21
Résultat global consolidé (<i>non audité</i>).....	22
Bilan consolidé (<i>non audité</i>).....	23
Tableau des flux de trésorerie consolidé (<i>non audité</i>).....	24
Tableau de variation des capitaux propres consolidés (<i>non audité</i>).....	25
Notes annexes aux états financiers consolidés	26
1. Informations générales	26
2. Principales méthodes comptables.....	26
3. Regroupements d'entreprises	28
4. Information sectorielle	30
5. Frais administratifs et commerciaux.....	31
6. Autres produits et autres charges.....	31
7. Charges financières nettes.....	32
8. Impôt sur les bénéfices.....	32
9. Résultats par action	33
10. Endettement financier.....	33
11. Risques de marché et instruments financiers	36
12. Saisonnalité	40
13. Litiges	40
14. Evènements postérieurs à la période de reporting.....	40

Compte de résultat consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	Période close le 31 mars	
		2012	2011
Chiffre d'affaires	4	3 227,0	3 004,9
Coût des ventes		(2 417,5)	(2 243,6)
Marge brute		809,5	761,3
Frais administratifs et commerciaux	5	(629,8)	(606,3)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges		179,7	155,0
Autres produits	6	0,3	0,8
Autres charges	6	(5,5)	(4,7)
Résultat opérationnel		174,5	151,1
Produits financiers		13,9	13,7
Coût de l'endettement financier		(44,9)	(39,6)
Autres charges financières		(16,0)	(15,7)
Charges financières (nettes)	7	(47,0)	(41,6)
Quote part de résultat dans les entreprises associées		(0,3)	(0,9)
Résultat net avant impôt		127,2	108,6
Impôt sur le résultat	8	(37,3)	(22,1)
Résultat net		89,9	86,5
Dont attribuable :			
au Groupe		90,1	86,4
aux intérêts ne conférant pas le contrôle		(0,2)	0,1
Résultat net par action :			
Résultat de base par action (en euros)	9	0,34	0,33
Résultat dilué par action (en euros)	9	0,33	0,33

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Résultat global consolidé (*non audité*)

	Période close le 31 mars	
	2012	2011
(en millions d'euros)		
Résultat net	89,9	86,5
Ecarts de conversion	(8,4)	(63,8)
Effet d'impôt	(3,8)	(3,2)
	(12,3)	(67,0)
Profit (Perte) sur couvertures de flux de trésorerie	0,4	17,2
Effet d'impôt	(0,2)	(6,0)
	0,2	11,2
<i>Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt</i>	<i>(12,1)</i>	<i>(55,8)</i>
Résultat global consolidé au titre de la période, net d'impôt	77,9	30,7
Dont attribuable :		
au Groupe	78,4	31,1
aux intérêts ne conférant pas le contrôle	(0,5)	(0,4)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Bilan consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	Au 31 mars 2012	Au 31 décembre 2011
Actif			
Goodwill		4 048,8	4 002,2
Immobilisations incorporelles		937,8	935,7
Immobilisations corporelles		266,5	261,7
Actifs financiers non courants		116,9	122,5
Participations dans les entreprises associées		9,3	11,8
Actifs d'impôts différés		157,4	144,3
Total des actifs non courants		5 536,7	5 478,2
Stocks		1 315,9	1 240,8
Créances clients		2 168,5	2 122,9
Créances d'impôt courant		23,1	21,0
Autres actifs		400,8	455,2
Actifs destinés à être cédés		4,1	3,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10.1	623,8	413,7
Total des actifs courants		4 536,2	4 257,3
Total des actifs		10 072,9	9 735,5
Capitaux propres			
Capital social		1 344,2	1 344,1
Prime d'émission		1 412,2	1 412,2
Réserves		1 469,4	1 383,0
Total des capitaux propres part du groupe		4 225,8	4 139,3
Intérêts ne conférant pas le contrôle		11,0	11,5
Total des capitaux propres		4 236,8	4 150,8
Dettes			
Dettes financières (part à long terme)	10.1	2 351,7	2 182,3
Avantages au personnel		162,1	166,2
Passifs d'impôts différés		161,9	132,9
Provisions et autres passifs non courants		134,7	157,6
Total des passifs non courants		2 810,4	2 639,0
Dettes financières (part à court terme)	10.1	444,7	323,5
Intérêts courus	10.1	26,2	10,0
Dettes fournisseurs		1 884,2	1 903,3
Dettes d'impôt exigible		51,4	56,0
Autres dettes		619,2	652,9
Passifs destinés à être cédés		-	-
Total des passifs courants		3 025,7	2 945,7
Total des passifs		5 836,1	5 584,7
Total des passifs et des capitaux propres		10 072,9	9 735,5

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau des flux de trésorerie consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	Période close le 31 mars	
		2012	2011
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Résultat opérationnel		174,5	151,1
Amortissements et dépréciations d'actifs	5	20,0	23,0
Avantages au personnel		(3,1)	(3,2)
Variation des autres provisions		(12,3)	(11,2)
Autres éléments opérationnels sans effet sur la trésorerie		6,1	3,4
Intérêts payés		(42,3)	(33,2)
Impôt payé		(36,5)	(23,5)
Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement		106,4	106,4
Variation des stocks		(61,3)	(79,1)
Variation des créances clients		(29,8)	(96,0)
Variation des dettes fournisseurs		(31,9)	(28,3)
Variations des autres créances et autres dettes		17,7	2,2
Variation du besoin en fonds de roulement		(105,3)	(201,2)
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		1,1	(94,8)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(18,0)	(20,1)
Produits de cession d'immobilisations corporelles		0,6	13,0
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	3	(72,5)	(48,3)
Variation des placements à long terme		(2,7)	(1,3)
Dividendes reçus des participations dans les entreprises associées		2,0	0,3
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement		(90,6)	(56,4)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Augmentation de capital		0,1	2,7
Vente (Achat) d'actions propres		2,6	1,2
Emission d'emprunt obligataire net des coûts de transaction	10.2	291,4	-
Variation nette des facilités de crédit et autres dettes financières	10.2	148,3	146,7
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	10.2	(135,1)	(85,5)
Variation des dettes résultant des contrats de location-financement	10.2	(0,9)	6,0
Trésorerie nette provenant des activités de financement		306,4	71,1
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	10.1	413,7	311,9
Effet de la variation des taux de change et autres éléments de réconciliation		(6,8)	(11,1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	10.1	623,8	220,7

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés (*non audité*)

(en millions d'euros)

	Capital social	Prime d'émission	Résultats accumulés non distribués	Réserve de conversion	Réserve de couverture des flux de trésorerie futurs	Total attribuable au Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
Pour la période close le 31 mars 2011								
Au 1er janvier 2011	1 301,0	1 383,7	1 036,8	122,9	(19,3)	3 825,1	9,3	3 834,4
Résultat net	-	-	86,4	-	-	86,4	0,1	86,5
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(66,5)	11,2	(55,3)	(0,5)	(55,8)
Résultat global de la période	-	-	86,4	(66,5)	11,2	31,1	(0,4)	30,7
Augmentation de capital	1,5	1,2	-	-	-	2,7	-	2,7
Paiements fondés sur des actions	-	-	2,7	-	-	2,7	-	2,7
Cessions (achats) d'actions propres	-	-	1,2	-	-	1,2	-	1,2
Au 31 mars 2011	1 302,5	1 384,9	1 127,1	56,4	(8,1)	3 862,8	8,9	3 871,7
Pour la période close le 31 mars 2012								
Au 1er janvier 2012	1 344,1	1 412,2	1 256,8	132,0	(5,8)	4 139,3	11,5	4 150,8
Résultat net	-	-	90,1	-	-	90,1	(0,2)	89,9
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(11,9)	0,2	(11,7)	(0,3)	(12,0)
Résultat global de la période	-	-	90,1	(11,9)	0,2	78,4	(0,5)	77,9
Dividendes distribués	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital	0,1	-	-	-	-	0,1	-	0,1
Paiements fondés sur des actions	-	-	6,1	-	-	6,1	-	6,1
Cessions (achats) d'actions propres	-	-	1,9	-	-	1,9	-	1,9
Au 31 mars 2012	1 344,2	1 412,2	1 354,9	120,1	(5,6)	4 225,8	11,0	4 236,8

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Notes annexes

1. | INFORMATIONS GENERALES

Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Les actions de la société Rexel sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

L'activité du Groupe s'exerce principalement dans le secteur de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Il s'adresse à une variété étendue de clients et marchés dans le domaine de la construction, l'industrie et les services. L'offre de produits comprend les équipements d'installation électrique, les conduits et câbles, les produits d'éclairage, de sécurité et communication et de génie climatique, l'outillage, ainsi que les produits blancs et bruns. Le Groupe exerce principalement son activité en Europe, en Amérique du Nord (États-Unis et Canada), la zone Asie-Pacifique (principalement en Australie, Nouvelle-Zélande et en Chine) et en Amérique Latine (Brésil, Chili et Pérou).

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2012 et ont été arrêtés par le Directoire le 26 avril 2012.

2. | PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

2.1 | Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 mars 2012 (désignés ci-après comme « les états financiers résumés ») ont été établis en conformité à la fois avec les International Financial Reporting Standards (IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne et celles émises par l'International Accounting Standards Board (IASB) applicables, de manière obligatoire, au 31 mars 2012. En particulier, les états financiers résumés ont été préparés conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. En application de celle-ci, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers résumés. Ces notes doivent être lues en complément des états financiers du Groupe établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 et inclus dans le document de référence enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers le 15 mars 2012 sous le numéro D.12-0164.

Le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne : (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

2.2 | Préparation des états financiers

Les états financiers résumés sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans les états financiers consolidés résumés sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner en raison des arrondis.

Ils sont établis suivant les principes et méthodes comptables identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2011 et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, exceptions faites des nouvelles normes et interprétations présentées en note 2.2.1. Les nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2012 et détaillées ci-dessous n'ont pas eu d'effet significatif sur les états financiers résumés et la performance financière du Groupe au 31 mars 2012.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer des jugements, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un effet sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les

estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées régulièrement. L'effet des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

2.2.1 | Nouvelles normes et interprétations applicables en 2012

Le Groupe applique depuis le 1^{er} janvier 2012 les nouveaux amendements, normes et interprétations suivants tels qu'approuvés par l'Union européenne, leur application n'ayant pas eu d'effet sur les états financiers du Groupe :

- L'amendement à la norme IFRS 7 « Informations à fournir – Transferts d'actifs financiers » détaille les informations complémentaires à fournir sur l'exposition au risque relative aux transferts d'actifs financiers et l'effet de ces risques sur la position financière de l'entité.

2.2.2 | Normes et interprétations publiées par l'IASB et non encore approuvées par l'Union européenne

En 2011 et au cours du premier trimestre 2012, l'IASB a publié une série de nouvelles normes dont les impacts sur le Groupe sont en cours d'analyse :

- L'amendement à la norme IAS 1 « Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI) » a pour but de clarifier et d'améliorer la cohérence de la présentation des autres éléments du résultat global. Il impose notamment de distinguer les éléments qui devront faire l'objet d'un recyclage ultérieur dans le compte de résultat. En outre, quand ces éléments sont présentés avant impôt, il convient également d'indiquer séparément les effets impôt correspondants.
- La norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » prévoit un modèle unique de consolidation qui fait référence à la notion de contrôle pour la consolidation de tout type de société. Elle remplace la norme IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » pour ce qui concerne les comptes consolidés, ainsi que l'interprétation SIC 12 « Consolidation - Entités ad hoc ».
- La norme IFRS 11 « Accords conjoints » a pour but de refléter de manière plus économique les contrats conjoints en se focalisant sur les droits et engagements liés aux contrats, plutôt que sur leur forme juridique (tel que présenté actuellement). Elle uniformise la comptabilisation des intérêts dans les coentreprises en imposant une seule méthode.
- La norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités » remplace, en les complétant, les dispositions relatives aux informations à fournir en annexe concernant les filiales, coentreprises, entreprises associées et entités structurées non consolidées.
- La norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » définit la notion de juste valeur, le cadre d'évaluation pour mesurer cette juste valeur et les informations à fournir dans les notes annexes, lorsque les autres normes IFRS requièrent ou autorisent l'application de la méthode de la juste valeur. Elle n'entraîne pas de modification des règles applicables pour l'évaluation d'un actif ou d'un passif à sa juste valeur, ni de changement quant à ce qui doit être mesuré à sa juste valeur ou encore dans la présentation des variations de juste valeur.
- Consécutivement à la publication des nouvelles normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12, les normes IAS 27 et IAS 28 ont été révisées :
 - IAS 27, renommée « Etats financiers individuels », ne traite plus des comptes consolidés et n'est, par conséquent, plus applicable à Rexel,
 - IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et coentreprises » décrit le traitement comptable à retenir concernant les participations dans les entreprises associées et détaille l'application de la méthode de mise en équivalence pour ces entités et les coentreprises.

- L'amendement à la norme IAS 19 « Avantages du personnel » :
 - supprime l'option permettant de différer la reconnaissance des gains et pertes actuariels, appelée « méthode du corridor »,
 - élimine la comptabilisation en résultat du rendement des actifs du régime sur la base d'un taux de rendement attendu,
 - élimine l'étalement du coût des services passés,
 - modifie la présentation des variations de juste valeur des actifs et passifs relatifs aux régimes à prestations définies et prévoit notamment la présentation de l'effet des changements d'évaluation dans les autres éléments du résultat global (*OCI*),
 - complète la liste des informations requises concernant les régimes à prestations définies, en y incluant des informations relatives aux caractéristiques des plans et aux risques relatifs à de tels plans encourus par les entités.
- L'amendement à la norme IAS 32 « Compensation des actifs et passifs financiers » clarifie certaines dispositions qui se rapportent à la compensation des actifs et passifs financiers.
- L'amendement à la norme IFRS 7 « Compensation des actifs et passifs financiers – Informations à fournir » requiert que soient communiquées des informations complémentaires pour améliorer la comparabilité de la compensation des actifs et passifs financiers avec les normes américaines.
- L'amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 « Date d'application et informations relatives à la transition » reporte la date d'application de ces normes au 1^{er} janvier 2015 et exige des informations additionnelles sur la transition.

3. | REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Dans le cadre de sa politique de croissance externe qui vise à renforcer sa présence dans les pays émergents, à augmenter ses parts de marché dans les pays matures et à améliorer son offre de services à forte valeur ajoutée, le Groupe a procédé au cours du premier trimestre 2012 à l'acquisition des sociétés suivantes :

- *Canada*

Liteco Inc., composée de 13 agences situées dans les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de l'Île-du-Prince-Édouard, a été acquise le 1^{er} février 2012. Cette société a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 50 millions d'euros en 2011. Le Groupe a acquis la totalité du capital de cette société. Elle est consolidée à compter de la date d'acquisition.

- *Brésil*

Etil Comercio de Material Electrico Ltda, basée à São Paulo, a été acquise le 3 février 2012. Cette société a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 40 millions d'euros en 2011. Le Groupe a acquis la totalité du capital de cette société. Dès lors que cette transaction n'a pas d'effet significatif sur la situation financière du Groupe, celle-ci n'est incluse dans le périmètre de consolidation qu'à compter du 1^{er} avril 2012. Au 31 mars 2012, la juste valeur de la contrepartie transférée figure dans le poste « Autres actifs financiers ».

- *Royaume-Uni*

Wilts Wholesale Electrical Limited, basée à Trowbridge (Wiltshire), a été acquise le 24 février 2012. Cette société a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 40 millions d'euros en 2011. Le Groupe a acquis la totalité du capital de cette société. Elle est consolidée à compter du 1^{er} mars 2012.

Le tableau ci-dessous présente l'allocation, estimée sur une base provisoire au 31 mars 2012, des contreparties transférées relatives aux actifs identifiables acquis et aux passifs repris des sociétés acquises en 2012, ainsi que des sociétés acquises en 2011 et consolidées à compter du 1^{er} janvier 2012, telles qu'elles sont décrites dans la note 3.1. des états financiers consolidés au 31 décembre 2011 :

- Delamano Soluções EM MRO Ltda et Delamano Montagens e Instalações Industriais Ltda, basées à Santo André dans l'Etat de São Paulo (Brésil),
- V&F Tecnologia Comercial SAC basée à Lima (Pérou)
- Eurodis Sécurité et Eurobat, basées en France.

(en millions d'euros)

Relations clients	8,6
Autres immobilisations.....	7,4
Autres actifs non courants.....	1,1
Actifs courants.....	47,1
Emprunts et dettes financières.....	(3,5)
Autres passifs non courants.....	(2,7)
Passifs courants.....	<u>(24,6)</u>
Actifs nets acquis hors goodwill acquis	33,4
Goodwill acquis.....	<u>61,1</u>
Contrepartie transférée	94,5
Trésorerie acquise.....	(1,6)
Paiements différés du prix d'acquisition	(11,6)
Décaissement au titre des entités consolidées à compter du 1er avril 2012	<u>24,2</u>
Trésorerie nette décaissée au titre des acquisitions	105,6
Décaissement effectué en 2011 ⁽¹⁾	(33,1)
Effet de change sur la dette en devises.....	<u>-</u>
Trésorerie nette décaissée au cours de la période.....	<u>72,5</u>

⁽¹⁾ converti au taux de change du jour de l'acquisition

Le montant des frais connexes à ces acquisitions s'est élevé à 2,2 millions d'euros, dont 0,6 millions d'euros a été encouru au titre du trimestre clos le 31 mars 2012.

Au titre du trimestre clos le 31 mars 2012, la contribution des sociétés nouvellement consolidées au cours de la période close le 31 mars 2012 au chiffre d'affaires et à l'EBITA s'est élevée respectivement à environ 37,8 millions d'euros et -0,2 million d'euros.

4. | INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels sont déterminés sur la base de l'information mise à disposition de la direction pour analyser les résultats de l'activité du Groupe. La structure de cette information est organisée par zone géographique pour l'activité de distribution de matériel électrique, alors que les autres activités et les entités holdings sont présentées de façon indépendante.

Les activités qui sont substantiellement similaires sont agrégées dans un seul secteur. Les facteurs pris en considération pour identifier de tels secteurs incluent la similarité des conditions économiques et politiques, la proximité des opérations, l'absence de risques particuliers associés aux activités dans les différentes zones où le Groupe est implanté et une rentabilité financière à long terme comparable.

En 2012, le Groupe a procédé à des réorganisations non significatives et a décidé de présenter séparément le segment Amérique Latine.

Par conséquent, les secteurs opérationnels présentés sont l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Asie-Pacifique et l'Amérique Latine.

Les données comparatives de 2011 sont présentées selon cette nouvelle structure.

Le *reporting* financier du Groupe est revu mensuellement par le Directoire agissant en tant que principal décideur opérationnel.

Informations par secteur géographique pour les trimestres clos les 31 mars 2012 et 2011

2012 (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie-Pacifique	Amérique Latine	Autres secteurs	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé
Période close le 31 mars								
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1.844,2	988,4	321,5	72,9	-	3.227,0	-	3.227,0
EBITA ⁽¹⁾	137,3	42,9	14,2	1,2	-	195,6	(13,3)	182,3
Besoin en fonds de roulement	747,5	416,6	183,9	42,2	-	1.390,2	(10,9)	1.379,3
Goodwill.....	2.675,8	1.051,2	266,0	55,8	-	4.048,8	-	4.048,8
2011 (en millions d'euros)								
Période close le 31 mars								
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1.786,9	854,3	284,1	51,1	28,5	3.004,9	-	3.004,9
EBITA ⁽¹⁾	125,8	27,1	15,4	1,8	(1,1)	169,0	(9,3)	159,7
Exercice clos le 31 décembre								
Besoin en fonds de roulement	627,9	394,9	174,6	36,5	-	1.233,9	36,7	1.270,6
Goodwill.....	2.646,9	1.049,9	266,7	38,7	-	4.002,2	-	4.002,2

⁽¹⁾ L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises et avant autres produits & autres charges.

La réconciliation de l'EBITA avec le résultat net avant impôt du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Période close le 31 mars	
	2012	2011
EBITA - Total Groupe	182,3	159,7
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	(2,6)	(4,7)
Autres produits et autres charges	(5,2)	(3,9)
Charges financières (nettes)	(47,0)	(41,6)
Quote part de résultat dans les entreprises associées.....	(0,3)	(0,9)
Résultat net avant impôt du Groupe	127,2	108,6

La réconciliation du total des actifs et passifs alloués avec le total des actifs du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 mars 2012	Au 31 décembre 2011
Besoin en fonds de roulement	1 379,3	1 270,6
Goodwill	4 048,8	4 002,2
Total des actifs et passifs alloués	5 428,1	5 272,8
Passifs inclus dans le besoin en fonds de roulement	2 490,9	2 546,3
Autres actifs non courants	1 330,5	1 331,7
Actifs d'impôts différés	157,4	144,3
Créance d'impôt courant	23,1	21,0
Actifs destinés à être cédés	4,1	3,7
Instruments dérivés	15,0	2,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	623,8	413,7
Total des actifs du Groupe	10 072,9	9 735,5

5. | FRAIS ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 31 mars	
	2012	2011
Salaires et avantages	376,6	357,9
Charges d'occupation des locaux	66,0	66,4
Autres charges externes	152,0	144,2
Amortissements	17,4	18,4
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	2,6	4,7
Créances irrécouvrables	15,2	14,7
Total frais administratifs et commerciaux	629,8	606,3

6. | AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 31 mars	
	2012	2011
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles	0,2	0,1
Reprise de dépréciation d'immobilisations.....	-	0,2
Reprise de provisions non utilisées	-	0,1
Autres produits opérationnels	0,1	0,4
Total autres produits	0,3	0,8
Coûts de restructuration	(3,8)	(2,8)
Moins-values de cession d'immobilisations corporelles ...	(0,1)	(0,4)
Dépréciation du <i>goodwill</i> et des actifs immobilisés	(0,1)	(0,1)
Frais connexes aux acquisitions dans le cadre des regroupements d'entreprises	(1,0)	(1,4)
Autres dépenses	(0,5)	-
Total autres charges	(5,5)	(4,7)

7. | CHARGES FINANCIÈRES NETTES

(en millions d'euros)

	Période close le 31 mars	
	2012	2011
Rendement attendu des actifs de couverture des avantages du personnel	13,2	12,4
Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie.....	0,1	0,7
Produits d'intérêts sur les créances et prêts.....	0,5	0,6
Total des produits financiers	13,9	13,7
Charges d'intérêt sur la dette (comptabilisée au coût amorti).....	(43,0)	(35,3)
Reclassement en résultat des gains et pertes sur instruments dérivés précédemment différés en capitaux propres	(1,2)	(5,9)
Gain (perte) de change.....	(16,2)	(0,0)
Variation de juste valeur des instruments dérivés de change par le résultat.....	16,9	2,0
Variation de juste valeur des instruments dérivés de taux par le résultat.....	(1,4)	(0,4)
Coût de l'endettement financier	(44,9)	(39,6)
Charge d'actualisation sur engagements au titre des avantages du personnel	(14,1)	(14,0)
Charges financières diverses	(1,9)	(1,7)
Autres charges financières	(16,0)	(15,7)
Charges financières nettes	(47,0)	(41,6)

8. | IMPOT SUR LES BENEFICES

La charge d'impôt sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée sur la base du taux d'impôt sur le résultat qui serait applicable au résultat total de l'exercice, c'est-à-dire en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux effectif moyen attendu pour l'exercice 2012.

Le taux effectif d'impôt s'établit à 29,2% comparé à 20,2% au 31 mars 2011. Au premier trimestre 2011, le taux effectif d'impôt incluait l'effet de la reconnaissance de pertes fiscales reportables antérieures au Royaume-Uni.

9. | RESULTATS PAR ACTION

Les informations sur les résultats et le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué sont présentées ci-dessous :

	Période close le 31 mars	
	2012	2011
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros)	90,1	86,4
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	266 342	260 186
Actions potentielles non dilutives (en milliers)	1 148	3 001
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et d'actions potentielles non dilutives (en milliers)	267 490	263 187
Résultat net par action (en euros)	0,34	0,33
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros)	90,1	86,4
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et d'actions potentielles non dilutives (en milliers)	267 490	263 187
Actions potentielles dilutives (en milliers)	2 891	2 241
- dont options de souscription d'actions (en milliers)	169	229
- dont actions attribuées gratuitement (en milliers) ⁽¹⁾	2 722	2 012
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	270 382	265 428
Résultat net dilué par action (en euros)	0,33	0,33

⁽¹⁾ Le nombre d'actions potentielles dilutives ne tient pas compte des actions gratuites dont l'attribution est soumise à des conditions de performance.

10. | ENDETTEMENT FINANCIER

Cette note présente des informations sur l'endettement financier au 31 mars 2012. L'endettement financier inclut les dettes auprès d'établissements financiers portant intérêt, les emprunts et intérêts courus nets des coûts de transaction.

10.1 | Endettement financier net

(en millions d'euros)	31 mars 2012			31 décembre 2011		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Obligations Senior	-	1 484,7	1 484,7	-	1 181,4	1 181,4
Lignes de Crédit	-	30,6	30,6	-	30,6	30,6
Titrisation	105,1	834,5	939,6	105,9	973,5	1 079,4
Emprunts auprès des établissements de crédit	43,7	16,3	60,0	39,7	8,1	47,8
Billets de trésorerie	141,8	-	141,8	104,8	-	104,8
Concours bancaires et autres emprunts	168,0	-	168,0	86,0	-	86,0
Location financement	6,9	21,9	28,8	6,8	22,9	29,7
Intérêts courus ⁽¹⁾	26,2	-	26,2	10,0	-	10,0
Moins coûts de transaction	(20,8)	(36,3)	(57,1)	(19,8)	(33,9)	(53,7)
Autres dettes financières et intérêts courus	470,9	2 351,7	2 822,6	333,5	2 182,6	2 516,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(623,8)			(413,7)
Dérivés de couverture de juste valeur			(27,9)			(24,1)
Endettement financier net			2 170,8			2 078,2

⁽¹⁾ dont intérêts courus sur les Obligations Senior pour un montant de 25,7 millions d'euros au 31 mars 2012 (3,5 millions au 31 décembre 2011)

10.1.1 | Obligations Senior

Le 28 mars 2012, Rexel a émis des Obligations Senior non assorties de sûretés d'un montant nominal de 400 millions de dollars américains (299,9 millions d'euros). Elles portent intérêt au taux annuel de 6,125% et sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg. Rexel paie les intérêts semestriellement le 15 juin et le 15 décembre, à compter du 15 décembre 2012. Ces obligations sont remboursables le 15 décembre 2019.

Les Obligations Senior sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 15 décembre 2015, pour le montant total du principal, augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts courus non échus. A partir du 15 décembre 2015, elles sont remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

Période de remboursement commençant le :	Prix de remboursement (en % du montant principal)
15 décembre 2015.....	103,063%
15 décembre 2016	101,531%
15 décembre 2017 et au-delà	100,000%

Par ailleurs, jusqu'au 15 juin 2015, les Obligations Senior peuvent être remboursées à hauteur de 35% du montant principal avec les fonds reçus au titre d'une offre primaire d'actions Rexel sur le marché.

Le 23 avril 2012, Rexel a émis une tranche complémentaire d'un montant nominal de 100 millions de dollars américains au titre des Obligations Senior à échéance 2019 portant intérêt à 6,125% au prix de 100,750% du nominal (soit un prix d'émission de 76,7 millions d'euros). Les nouvelles obligations ont des caractéristiques et des conditions identiques à celles émises le 28 mars 2012 et sont totalement fongibles.

10.1.2 | Contrats de crédit

Au 31 mars 2012, les lignes de crédit relatives au Contrat de Crédit Senior sont totalement remboursées et demeurent disponibles pour Rexel. Il subsiste un tirage 30,6 millions d'euros sur la ligne bilatérale, comme indiqué ci-dessous :

Lignes de crédit	Montant autorisé	Solde dû au 31 mars 2012
	<i>(en millions d'euros)</i>	<i>(en millions d'euros)</i>
Tranche A	195,4	-
Tranche B	1 074,0	-
Sous-total Crédit Senior 2009	1 269,4	0,0
Ligne bilatérale	30,6	30,6
TOTAL	1 300,0	30,6

10.1.3 | Programmes de cession de créances

Le Groupe Rexel gère plusieurs programmes de cession de créances commerciales, présentés dans le tableau ci-dessous, lui permettant d'obtenir des financements à un coût moindre que celui des emprunts obligataires ou bancaires.

Au titre de ces programmes, le Groupe continuant d'assumer une part significative du retard de paiement et du risque de crédit, les créances cédées ne remplissent pas les conditions requises pour leur décomptabilisation conformément à IAS 39 (à l'exception du programme de cession de créances hors-bilan aux Etats-Unis décrit dans la note 11.2 des états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2011). Par conséquent, les créances cédées restent inscrites à l'actif du bilan dans le poste « Créances clients », alors que les financements reçus sont traités comme des dettes financières.

Ces programmes imposent le respect de certaines obligations contractuelles relatives à la qualité du portefeuille de créances commerciales, notamment en ce qui concerne le ratio de dilution (créances ayant fait l'objet d'un avoir par rapport au montant total des créances commerciales éligibles), des ratios de défauts et d'arriérés (ratios relatifs respectivement au rapport entre les créances commerciales arriérées ou douteuses et les créances commerciales éligibles). Au 31 mars 2012, toutes les obligations contractuelles au titre des programmes de cession de créances commerciales sont satisfaites.

Les principales caractéristiques de ces programmes de titrisation sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Programme	Encours maximum autorisé		Montant des créances cédées au 31 mars 2012		Sommes tirées au 31 mars 2012		Solde dû		Échéance
							au 31 mars 2012	au 31 décembre 2011	
<i>(en millions de devises)</i>							<i>(en millions d'euros)</i>		
Europe - Australie 2011 ⁽¹⁾	425,0	EUR	566,4	EUR	376,4	EUR	376,4	428,6	16/12/2016
Etats-Unis	470,0	USD	513,0	USD	331,6	USD	248,3	289,0	23/12/2014
Canada	140,0	CAD	240,9	CAD	140,0	CAD	105,2	105,9	13/12/2012
Europe 2008	450,0	EUR	445,7	EUR	307,2	EUR	307,2	358,7	17/12/2013
TOTAL							1 037,1	1 182,2	
dont :									
- Dette enregistrée au bilan:							939,6	1 079,4	
- Financement non consolidé (programme Ester):							97,4	102,8	

⁽¹⁾ Programme de titrisation souscrit en 2011 en remplacement du programme précédent initié en 2005

Ces programmes de cession de créances portent intérêt à taux variable majorés d'une marge spécifique à chaque programme.

Au 31 mars 2012, l'encours maximum autorisé de ces programmes de titrisation était de 1 332,1 millions d'euros et il était utilisé à hauteur de 1 037,1 millions d'euros.

10.2 | Variation de l'endettement net

Au 31 mars 2012 et 2011, la variation de l'endettement financier net se présente comme suit :

	Période close le 31 mars	
	2012	2011
(en millions d'euros)		
Au 1er janvier	2 078,2	2 273,3
Emission d'Obligations Senior.....	299,9 ⁽¹⁾	-
Variation nette du Contrat de Crédit Senior.....	-	(19,3)
Coûts de transaction	(8,5)	-
Variation nette des autres emprunts et concours bancaires.....	148,2	165,9
Variation nette des lignes de crédit	439,6	146,7
Variation nette de la titrisation	(135,1)	(85,5)
Variation nette des dettes de location financement.....	(0,9)	6,0
Variation nette des dettes financières	303,6	67,2
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(216,9)	80,1
Ecart de conversion	(2,6)	(58,3)
Effet des variations de périmètre sur l'endettement brut.....	3,5	11,8
Amortissements des coûts de transaction.....	5,0	4,7
Autres variations	(0,0)	(0,4)
Au 31 mars	2 170,8	2 378,4

⁽¹⁾ Le 28 mars 2012, Rexel a émis des Obligations Senior non assorties de sûretés d'un montant nominal de 400 millions de dollars américains (299,9 millions d'euros), portant intérêt au taux de 6,125% et à échéance du 15 décembre 2019 (voir note 10.1.1).

11. | RISQUES DE MARCHE ET INSTRUMENTS FINANCIERS

11.1 | Risque de taux

Afin de couvrir son exposition à l'évolution des taux d'intérêt, la stratégie de couverture mise en place par le Groupe vise à maintenir à horizon d'un an, environ 80% de l'endettement net à taux fixe ou plafonné et le solde à taux variable.

La ventilation de la dette financière entre taux fixe et taux variable, avant et après couverture, est la suivante :

	Au 31 mars	Au 31 décembre
	2012	2011
(en millions d'euros)		
Emprunts obligataires et autres dettes émises à taux fixe.....	1 459,1	1 168,2
Swaps receveurs du taux variable et payeurs du taux fixe	1 069,0	1 330,0
Swaps receveurs du taux fixe et payeurs du taux variable	(475,0)	(475,0)
Sous total taux fixe ou plafonné après couverture	2 053,1	2 023,3
Dettes à taux variable avant couverture	1 335,5	1 323,6
Swaps receveurs du taux variable et payeurs du taux fixe	(1 069,0)	(1 330,0)
Swaps receveurs du taux fixe et payeurs du taux variable	475,0	475,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	(623,8)	(413,7)
Sous total dette nette à taux variable après couverture	117,7	54,9
Endettement financier net	2 170,8	2 078,2

Instruments dérivés de couverture de juste valeur

Le Groupe a partiellement *swapé* la dette à taux fixe relative aux Obligations Senior en une dette à taux variable pour un montant de 475,0 millions d'euros. Ces dérivés sont qualifiés de couverture de juste valeur à hauteur d'un montant nominal de 450,0 millions d'euros.

Au 31 mars 2012, le portefeuille associé à ces dérivés qualifiés de couverture de juste valeur est le suivant :

	Total nominal (en millions d'euros)	Date d'échéance	Taux moyen pondéré fixe payé (reçu)	Taux variable payé (reçu)	Juste valeur ⁽¹⁾ (en millions d'euros)
Swaps payeur de taux variable					
Euro	450,0	Décembre 2016	(2,73%)	3M Euribor	31,8
Swaps payeur de taux fixe					
Euro	100,0	Mars 2013	2,29%	(3M Euribor)	(1,6)
Total					30,3

⁽¹⁾ Les instruments dérivés sont présentés à leur juste valeur y compris les intérêts courus à recevoir pour un montant de 2,3 millions d'euros.

Les gains ou pertes sur l'élément couvert attribuables au risque couvert viennent en ajustement de l'élément couvert et sont reconnus au compte de résultat en coût de l'endettement financier. Les variations de juste valeur des instruments dérivés destinés à couvrir les variations de juste valeur de l'élément couvert sont comptabilisées en résultat financier de manière symétrique.

Les variations de juste valeur des *swaps* de taux qualifiés de couverture de juste valeur au 31 mars 2012 représentent un gain de 3,8 millions d'euros, compensé par une perte de 3,8 millions d'euros résultant de la variation de juste valeur des Obligations Senior.

Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie

Dans le cadre de la politique définie ci-dessus, le Groupe a souscrit différents *swaps* payeurs du taux fixe.

Les *swaps* qualifiés de couvertures de flux de trésorerie arrivent à échéance entre mars 2013 et mars 2014. Le Groupe a l'intention de renouveler une part significative de ces *swaps* de façon à se couvrir contre la variabilité des intérêts futurs associés à son endettement à taux variable, conformément à la stratégie décrite ci-dessus. Les couvertures sont allouées par devise en fonction des anticipations du Groupe sur l'évolution des taux d'intérêts liés à ces devises.

Au 31 mars 2012, les instruments dérivés qualifiés de couvertures de flux de trésorerie sont présentés dans le tableau suivant :

	Total nominal (en millions de devises)	Total nominal (en millions d'euros)	Date d'échéance	Taux variable reçu	Taux moyen pondéré fixe payé	Juste valeur ⁽¹⁾ (en millions d'euros)
Swaps payeurs de taux fixe						
Euro	200,0	200,0	Mars 2014	1M Euribor	2,12%	(6,2)
Dollar canadien	40,0	30,1	Mars 2013	3M Libor	2,72%	(0,4)
	100,0	75,1	Septembre 2013	3M Libor	1,57%	(0,3)
Dollar américain.....	140,0	104,8	Mars 2013	3M Libor	2,82%	(2,5)
Livre sterling.....	25,0	30,0	Mars 2013	3M Libor	0,93%	0,0
Total		440,0				(9,4)

⁽¹⁾ Les instruments dérivés sont présentés à leur juste valeur y compris les intérêts courus à payer pour un montant de 0,3 million d'euros.

Les variations de juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie, au titre du trimestre clos le 31 mars 2012, sont comptabilisées en augmentation de la réserve de couverture de flux de trésorerie pour un montant de 0,7 million d'euros (avant impôt).

Instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture

	Total nominal (en millions de devises)	Total nominal (en millions d'euros)	Date d'échéance	Taux variable reçu (payé)	Taux moyen pondéré fixe payé (reçu)	Juste valeur ⁽¹⁾ (en millions d'euros)
Swaps payeurs de taux fixe						
Dollar canadien	30,0	22,5	Mars 2013	Libor 3M	2,72%	(0,3)
Franc suisse.....	40,0	33,2	Mars 2013	Libor 3M	0,94%	(0,3)
	90,0	74,7	Mars 2014	Libor 3M	0,81%	(1,0)
Couronne suédoise.....	500,0	56,5	Septembre 2012	Stibor 3M	2,59%	(0,1)
Dollar américain.....	100,0	74,9	Septembre 2012	Libor 3M	3,18%	(1,0)
	140,0	104,8	Mars 2013	Libor 3M	2,82%	(2,5)
	100,0	74,9	Septembre 2014	Libor 3M	1,56%	(1,7)
Euro.....	25,0	25,0	Décembre 2016	Euribor 3M	1,85%	(0,8)
	62,5	62,5	Mai 2018	Euribor 6M	3,21%	(6,4)
Total		529,1				(14,2)
Swaps payeurs de taux variable						
Euro.....	25,0	25,0	Décembre 2016	(Euribor 3M)	(2,89%)	2,0

⁽¹⁾ Les instruments dérivés sont présentés à leur juste valeur y compris les intérêts courus à payer pour un montant de 1.5 million d'euros.

Les instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture concernent essentiellement les instruments de couverture de flux de trésorerie déqualifiés à la suite du remboursement partiel des lignes du Crédit Senior du fait de l'émission de l'emprunt obligataire de 500 millions d'euros en mai 2011.

Sensibilité à la variation des taux d'intérêt

Au 31 mars 2012, une augmentation des taux d'intérêt de 1% sur la dette à taux variable après prise en compte des opérations de couverture effectives aurait pour conséquence une hausse de la charge annuelle d'intérêt d'un montant de 1,2 million d'euros et une augmentation de la juste valeur des instruments de couverture pour 14,8 millions d'euros dont 8,9 millions d'euros enregistrés en produits financiers et 5,9 millions d'euros enregistrés en augmentation des capitaux propres, hors effet d'impôt.

11.2 | Risque de change

Contrats à terme

L'exposition au risque de change du Groupe résulte du recours à des financements externes en devises ou de financements octroyés aux filiales étrangères dans leur devise locale ou reçus d'elles. Afin de neutraliser l'exposition au risque de change, les positions en devises autres que l'euro sont couvertes au moyen de contrats à terme d'une durée généralement comprise entre un et trois mois. Les couvertures sont renouvelées tant que l'exposition demeure.

Au 31 mars 2012, les contrats à terme présentent une valeur notionnelle de 902,7 millions d'euros (dont 1 586,5 millions d'euros de ventes à terme et 683,8 millions d'euros d'achats à terme) et sont comptabilisés à leur juste valeur pour un montant net positif de 8,2 million d'euros.

Options de change

Par ailleurs, les états financiers résumés étant présentés en euro, le Groupe convertit en euro les charges et les produits libellés en devises étrangères en appliquant le taux de change moyen sur la période. Le Groupe a souscrit plusieurs options de change pour couvrir partiellement l'exposition au risque de conversion de ses opérations en devises étrangères. Ces instruments sont qualifiés d'instruments détenus à des fins de transactions selon la norme IAS39.

Les options de change comptabilisées au 31 mars 2012 sont détaillées dans le tableau suivant :

	Total nominal (en millions de devises)	Total nominal (en millions d'euros)	Date d'échéance	Prime reçue (payée) (en millions d'euros)	Juste valeur (en millions d'euros)
Options achetées					
Dollar australien	110,0	85,7	Décembre 2012	(1,9)	1,9
Franc suisse.....	39,4	32,7	Décembre 2012	(0,6)	0,2
Livre Sterling.....	34,0	40,8	Décembre 2012	(1,0)	0,7
		159,2		(3,5)	2,8
Options vendues					
Dollar australien	55,0	42,8	Décembre 2012	0,4	(0,2)
Livre Sterling.....	34,0	40,8	Décembre 2012	0,5	(0,3)
		83,6		0,9	(0,5)

Sensibilité à la variation des taux de change

La monnaie de présentation des états financiers étant l'euro, le Groupe doit convertir en euro, lors de la préparation des états financiers, les actifs, les passifs, les produits et les charges libellés dans d'autres monnaies que l'euro.

Les résultats des activités libellées en devises étrangères sont consolidés dans le compte de résultat du Groupe, après conversion au taux moyen de la période. Aussi, en base annuelle, une appréciation (dépréciation) de 5% de l'euro par rapport aux principales devises (dollars américain, canadien, australien et livre sterling) se traduirait par une diminution (augmentation) du chiffre d'affaires de 300,3 millions d'euros et par une baisse (hausse) du résultat opérationnel avant autres produits et autres charges de 14,5 millions d'euros.

Les dettes financières et les capitaux propres du Groupe sont consolidés dans le bilan après conversion au taux de clôture de l'exercice. Aussi, une appréciation (dépréciation) de 5% de l'euro vis-à-vis de l'ensemble des devises du Groupe par rapport aux taux de change de clôture au 31 mars 2012 aurait pour conséquence une diminution (augmentation) de l'endettement financier et des capitaux propres de respectivement 78,9 millions d'euros et 95,1 millions d'euros.

Endettement financier net par devise de remboursement

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité de la dette nette financière à la variation des taux de change par devise de remboursement :

(en millions d'euros)	euro	dollar us	dollar canadien	dollar australien	couronne norvégienne	couronne suédoise	livre sterling	franc suisse	autres devises	Total
Dettes financières	1.912,8	488,2	105,9	100,6	0,8	0,9	112,8	0,3	72,4	2.794,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(423,9)	(44,9)	(4,1)	(89,6)	(10,3)	(3,4)	(23,4)	(0,4)	(23,8)	(623,8)
Position nette avant couverture.....	1.488,9	443,3	101,8	11,0	(9,5)	(2,5)	89,4	(0,1)	48,6	2.170,8
Effet des couvertures.....	(896,5)	166,1	120,9	100,6	19,4	207,4	(30,3)	282,1	30,2	(0,0)
Position nette après couverture.....	592,4	609,4	222,7	111,6	9,9	204,9	59,1	282,0	78,8	2.170,8
Impact d'une augmentation de 5% des taux de change.....		30,5	11,1	5,6	0,5	10,2	3,0	14,1	3,9	78,9

11.3 | Risque de liquidité

Les Obligations Senior émises en décembre 2009 et janvier 2010 pour un montant total de 650 millions d'euros arrivent à échéance en décembre 2016, celles émises en mai 2011 pour un montant de 500 millions d'euros arrivent à échéance en décembre 2018, et celles émises en mars 2012 pour un montant de 400 millions de dollars américains arrivent à échéance en décembre 2019. Les lignes de crédit A et B relatives au Contrat de Crédit Senior et au contrat de crédit bilatéral arrivent à échéance en décembre 2012 et décembre 2014 pour des montants respectifs de 200 millions d'euros et 1 100 millions d'euros.

Par ailleurs, ces lignes de crédit deviendraient exigibles en cas de non-respect par Rexel de ses engagements décrits en note 19.1.2 des états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Enfin, les programmes de titrisation arrivent à échéance en 2012, 2013, 2014 et 2016. Le financement résultant de ces programmes dépend directement du montant et de la qualité du portefeuille de créances cédées. Dans l'hypothèse où les entités concernées ne respecteraient pas certains engagements, ces programmes de titrisation pourraient faire l'objet d'une résiliation anticipée, ce qui aurait un effet défavorable sur la situation financière du Groupe et sa liquidité. Par ailleurs, dans l'hypothèse où les entités *ad hoc* ne seraient plus en mesure d'émettre des instruments de dette (billets de trésorerie, *commercial paper*) dans des conditions équivalentes à celles pratiquées à ce jour, la liquidité et la situation financière du Groupe pourraient être affectées.

L'échéancier des remboursements contractuels des dettes financières, en capital, est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 mars 2012	Au 31 décembre 2011
Echéances :		
Un an	491,7	353,3
Deux ans	312,0	363,4
Trois ans	199,0	225,1
Quatre ans	6,5	7,3
Cinq ans	1 077,4	1 114,2
Au delà.....	793,2	506,4
Sous-total dette financière	2 879,6	2 569,7
Coûts de transaction	(57,1)	(53,7)
Dette financière	2 822,6	2 516,0

Par ailleurs, les dettes fournisseurs d'un montant de 1 884,2 millions d'euros au 31 mars 2012 (1 903,3 millions d'euros au 31 décembre 2011) sont exigibles à moins d'un an.

12. | SAISONNALITE

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie avec, en règle générale, un premier et un troisième trimestre plus faibles en raison d'une augmentation du besoin en fonds de roulement, et un deuxième et un quatrième trimestre plus forts.

13. | LITIGES

Pour la période close le 31 mars 2012, il n'y a pas eu d'évolution concernant les litiges présentés dans les états financiers au 31 décembre 2011 pouvant avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de Rexel.

14. | EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE DE REPORTING

Le 12 avril 2012, le Groupe a acquis le fonds de commerce de la Société Commerciale Toutelectric, fondée en 1937 et basée à Toulouse, qui exploite 37 agences et 3 plateformes logistiques. Cette acquisition devrait générer environ 85 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel.

Le 23 avril 2012, Rexel a émis une tranche complémentaire d'un montant nominal de 100 millions de dollars américains au titre des Obligations Senior à échéance 2019 portant intérêt à 6,125% au prix de 100,750% du nominal (voir note 10.1.1).